



Conseil Economique  
et Social

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1998/10/Add.1  
15 septembre 1997

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-quatrième session  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA JOUISSANCE EFFECTIVE, DANS TOUS LES PAYS, DES DROITS  
ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS PROCLAMES DANS LA DECLARATION  
UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET DANS LE PACTE INTERNATIONAL  
RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET ETUDE DES  
PROBLEMES PARTICULIERS QUE RENCONTRENT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT  
DANS LEURS EFFORTS TENDANT A LA REALISATION DE CES DROITS DE L'HOMME

Conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites  
de produits et déchets toxiques et nocifs pour  
la jouissance des droits de l'homme

Rapport d'activité présenté par Mme Fatma-Zohra Ksentini, Rapporteur  
spécial, conformément à la résolution 1997/9 de la Commission

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction . . . . .	2
OBSERVATIONS RECUES D'ETATS . . . . .	2
Australie . . . . .	2
France . . . . .	3
Allemagne . . . . .	4
Indonésie . . . . .	4
Japon . . . . .	5
Malaisie . . . . .	6
Myanmar . . . . .	7
Nouvelle-Zélande . . . . .	8
Nigéria . . . . .	9
Philippines . . . . .	9
Afrique du Sud . . . . .	10
Turquie . . . . .	11
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	12
Etats-Unis d'Amérique . . . . .	13

### Introduction

1. Dans le présent rapport figurent les renseignements reçus de gouvernements depuis que le Rapporteur spécial a soumis à la Commission, à sa cinquante-troisième session, pour traitement et reproduction, son rapport d'activité (E/CN.4/1997/19).

2. Des observations sur les allégations figurant dans le rapport susmentionné ont été reçues des gouvernements des pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Etats-Unis d'Amérique, France, Indonésie, Japon, Malaisie, Myanmar, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Turquie.

### OBSERVATIONS RECUES D'ETATS

#### Australie

[Original : anglais]

[7 mars 1997]

1. Allégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (par. 42 du rapport). Cette allégation concerne non pas l'exportation de déchets de l'Australie vers la Papouasie-Nouvelle-Guinée, mais les effets qu'aurait eus sur l'environnement l'exploitation de la mine de cuivre de Bougainville. Le Gouvernement australien estime que cela dépasse largement le cadre du mandat du Rapporteur spécial, qui est d'enquêter sur les déversements et sur le trafic illicite de déchets dangereux. Par ailleurs, l'on se réfère dans cette allégation à des événements qui auraient eu lieu mais qui sont trop anciens pour constituer un facteur pertinent que la Commission aurait à prendre en considération.

2. Allégation des Philippines (par. 39). Une enquête a permis de constater que les déchets électroniques ne contenaient pas de composants dangereux; les conteneurs ont par la suite été autorisés à entrer aux Philippines. Dans cette allégation, il est également question de la pratique consistant à brûler le plastique dont sont revêtus les fils de cuivre. Il n'existe cependant aucun indice permettant de penser que la matière en question a été brûlée ou a subi un traitement similaire. En outre, la question de savoir si les câbles revêtus de plastique sont généralement considérés comme des déchets dangereux en vertu de la Convention de Bâle fait actuellement l'objet d'un débat.

3. Allégations des Philippines (par. 41). Les exportations australiennes d'accumulateurs au plomb-acide usagés à destination des Philippines ont été effectuées à un moment où le Gouvernement australien n'était pas compétent en matière d'exportation de tels accumulateurs vers les Philippines. Le Gouvernement australien attire l'attention du Rapporteur spécial sur les dispositions législatives adoptées en 1996 par le Parlement australien, qui prévoient une garantie contre le risque de trafic illicite de déchets dangereux.

4. Allégations indonésiennes (par. 40). L'on ne sait pas clairement si ces exportations ont été effectuées avant ou après l'entrée en vigueur de la Convention de Bâle en 1992. En outre, les deux gouvernements ont pris

des mesures à la suite de ces allégations, et l'Australie a notamment amendé ses dispositions législatives concernant les déchets dangereux, afin de garantir que tout commerce de tels déchets fasse l'objet de contrôles stricts.

5. Le Gouvernement australien estime que les allégations en question sont sans fondement et qu'elles ne tiennent compte ni des réalités actuelles des pays qui ont à faire face à un trafic illicite ni des dispositions législatives adoptées par le Parlement australien en 1996. Il reconnaît que dans le passé il était possible d'exporter vers les Philippines, l'Indonésie et d'autres pays, sans autorisation, des déchets dangereux destinés à être recyclés. La délégation australienne a reconnu les lacunes de la législation nationale à la Conférence des Parties à la Convention de Bâle en 1994 et elle a donné à la Conférence l'assurance que le Gouvernement australien avait l'intention d'évaluer le volume des échanges, de consulter l'industrie et les organisations non gouvernementales s'occupant de questions relatives à l'environnement et de proposer des amendements à la législation. Le Gouvernement australien a également engagé une série de discussions bilatérales avec ses partenaires commerciaux, notamment avec l'Indonésie et les Philippines. Depuis le 12 décembre 1996, date à laquelle les dispositions législatives australiennes pertinentes sont entrées en vigueur, tous les exportateurs de déchets dangereux ont l'obligation d'obtenir, avant l'expédition, une autorisation du Ministère fédéral de l'environnement. Une telle autorisation ne peut être délivrée que si le pays importateur a préalablement donné son accord et uniquement si le Ministre de l'environnement a acquis la certitude que les déchets seront gérés d'une manière qui respecte l'environnement. Dans toute décision d'autorisation, il est également tenu compte de la capacité de traitement des déchets en Australie. Jusqu'ici, aucune autorisation n'a été délivrée pour l'exportation de déchets dangereux vers les Philippines ou l'Indonésie depuis que les amendements à la loi sur les déchets dangereux sont entrés en vigueur. Le Gouvernement australien s'est engagé à prendre des mesures contre le trafic illicite, et la loi amendée prévoit de lourdes peines au cas où un tel trafic aurait lieu.

France

[Original : français]  
[24 mars 1997]

1. Allégation de Rhône Poulenc (par. 46). Les autorités françaises sont en train d'enquêter à ce sujet.
2. Allégation du Myanmar (par. 47). Les autorités françaises ne considèrent pas qu'il s'agit d'un cas de déversement illicite de produits et déchets toxiques ou nocifs. Ce cas ne relève donc pas du mandat tel qu'il est défini dans la résolution 1995/81.

Allemagne

[Original : anglais]  
[12 mars 1997]

1. Allégations de l'Albanie (par. 48). Sans y être légalement tenu, le Gouvernement allemand a rapatrié d'Albanie 500 tonnes de pesticides pérимés, qui ont été éliminés en Allemagne de manière écologiquement rationnelle.
2. Allégation de l'Egypte (par. 49). Au début de 1992, 950 tonnes de déchets composés d'accumulateurs et de transformateurs déchiquetés ont été exportés illégalement d'Allemagne en Egypte. Après avoir été alertées par l'organisation Greenpeace, les autorités égyptiennes ont refusé d'autoriser le cargo transportant ces déchets à entrer dans le port d'Alexandrie. Les déchets ont été rapatriés en Allemagne, où ils ont été éliminés de façon écologiquement rationnelle. La santé de la population égyptienne n'a pas été menacée.
3. Allégation de l'Inde (par. 50). Cette communication s'appuie sur des informations journalistiques non fondées datant de 1995. Les exportations signalées n'étaient pas illégales puisqu'elles étaient approuvées par les autorités compétentes aussi bien allemandes qu'indiennes. Le réceptionnaire indien était titulaire du permis nécessaire des autorités indiennes l'autorisant à traiter la poudre de zinc importée d'Allemagne.

Indonésie

[Original : anglais]  
[10 mars 1997]

1. Sous l'angle législatif, le Gouvernement a promulgué en 1982 la loi No 4/1982 relative à l'environnement qui, de l'avis général, doit être améliorée. C'est pour cette raison que l'on s'attache actuellement à réformer cet instrument de première génération et à promulguer une loi plus complète qui englobe de nouveaux éléments, notamment la responsabilité des communautés et des populations en matière de protection de l'environnement, leur participation à cette protection et la nécessité d'effectuer des audits d'environnement.
2. En attendant la promulgation d'une nouvelle loi sur l'environnement, le Gouvernement indonésien a renégocié en 1995 la première génération de contrats opérationnels entre les compagnies d'extraction de cuivre et d'or d'Irian Jaya. Un nouveau contrat conclu avec la société PT Freeport Indonesia (PTFI) portait essentiellement sur les aspects technique, financier, fiscal, environnemental et communautaire des activités minières ainsi que sur la main-d'oeuvre correspondante. Conformément à ce contrat, la PTFI a pris, entre autres, les mesures concrètes suivantes :
  - a) Sous l'angle environnemental, elle s'est engagée à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la gestion des résidus et des stériles afin de préserver la zone dans laquelle elle opère, d'en protéger l'environnement et, en dernière analyse, de l'empêcher de devenir une ville fantôme;

b) Sous l'angle socioculturel, elle a fait preuve d'une attitude plus responsable et plus professionnelle à l'égard de la situation environnante et de l'état du milieu; ses contributions à la promotion des services de santé publique, à la formation, à l'éducation, au développement économique et communautaire, à l'agriculture et à la protection de la culture ont dépassé les aspects négatifs de ses activités.

3. Les allégations selon lesquelles les activités de la société Caltex-Texaco à Riau (Sumatra) et de l'entreprise IMLI à Java (par. 40, 63 et 73) manquent de clarté, ce qui jette des doutes sur leur crédibilité. On a aussi jugé irrationnel que la source des allégations porte à l'attention du Rapporteur spécial de prétendus méfaits commis par les entreprises concernées en 1992. En outre, le fait que les allégations mettent en cause l'Indonésie et non les différentes entreprises est mis sur le compte d'une motivation politique. Le Gouvernement estime qu'il est possible que des éléments anti-indonésiens oeuvrant en collaboration avec certaines ONG soient derrière ces allégations.

#### Japon

[Original : anglais]  
[18 mars 1997]

1. Le Gouvernement japonais a communiqué au Rapporteur spécial des renseignements sur l'allégation concernant la société Asian Rare Earth (ARE) (par. 52). Il n'a pas été en mesure de donner quelque renseignement que ce soit étant donné qu'aucune entreprise japonaise n'a été expressément nommée dans l'allégation qui apparaît au paragraphe 41 et qu'aucune entreprise n'a pu être identifiée malgré des enquêtes approfondies.

2. La Mitsubishi Chemical Corporation (MCC) a communiqué au Gouvernement japonais et au Rapporteur spécial les renseignements suivants concernant l'ARE : cette entreprise, qui a commencé en 1982 la production de terres rares à Lahat (Perak, Malaisie), détient un tiers environ des actions en circulation de l'ARE, les autres actionnaires étant BEH Minerals (entreprise malaisienne qui collecte et trie les minerais (Amang) des résidus d'étain) et d'autres investisseurs malaisiens. En 1985, la Haute Cour d'Ipoh (Perak, Malaisie) a été saisie d'une plainte contre l'ARE, déposée par huit résidents du nouveau village de Bukit Merah, situé à proximité de cette installation; les plaignants, qui affirmaient que l'exposition aux matières et déchets radioactifs de l'ARE menaçait leur santé, réclamaient la suspension des activités de l'usine, la décontamination radioactive et le versement de dommages-intérêts (sans préciser de montant). Dans l'allégation, il est dit que "huit personnes, dont deux sont décédées depuis lors, ont porté plainte...". Durant la procédure devant la Haute Cour, aucun de ces décès n'a été mentionné et les plaignants n'ont pas attribué de pertes humaines aux activités de l'ARE. Ces décès étaient donc étrangers aux faits présumés. Le 11 juillet 1992, la Haute Cour, statuant que l'ARE était responsable de nuisances privées, lui a enjoint d'arrêter ses activités. Cette injonction a été suspendue le 5 août 1992 par la Cour suprême de Malaisie à la suite d'un appel formé le 23 juillet 1992 par l'ARE contre l'arrêt de la Haute Cour. Le 23 décembre 1993, la Cour suprême a donné raison à l'appelant, récusant l'arrêt de la Haute Cour et réaffirmant que les activités de l'ARE étaient

légales et conformes aux règlements. L'ARE a rejeté les allégations, invoquant l'absence de fondement scientifique. Comme l'a corroboré la Cour suprême de Malaisie dans son arrêt, aucun fait établi ni argument scientifique n'indique l'existence d'une relation entre les atteintes présumées à la santé et les activités de l'ARE. Cependant, nonobstant l'arrêt favorable de la Cour suprême, l'ARE a décidé d'arrêter ses activités, comme cela a été annoncé publiquement le 18 janvier 1994. Cette décision n'a pas été prise "pour des raisons écologiques et en raison des menaces que l'entreprise faisait peser sur la santé des villageois de Bukit Merah" ou de "l'ampleur des réactions de protestation du public", comme mentionné dans l'allégation, mais en raison de sa propre évaluation économique de l'avenir de la Rare Earth Industry en Malaisie.

Malaisie

[Original : anglais]

[3 juin 1997]

1. La coentreprise Asian Rare Earth (ARE) a été créée le 23 novembre 1979 pour produire des composés de terres rares et du phosphate de calcium à partir de monazite. Cette opération donne un sous-produit radioactif, l'hydroxyde de thorium. Les activités ont commencé en mai 1982. En ce qui concerne l'action civile intentée en 1985 contre l'ARE par huit personnes qui représentaient la population de Bukit Merah, la Haute Cour d'Ipoh a enjoint à l'ARE, le 11 juillet 1992, d'arrêter immédiatement ses activités. Cependant, l'ARE a obtenu en appel de la Cour suprême, le 23 juillet 1992, qu'elle casse l'arrêt de la Haute Cour. Après avoir dûment examiné l'appel, la Cour suprême a statué, le 23 décembre 1992, que l'ARE soit autorisée à poursuivre ses activités. Néanmoins, l'ARE a annoncé officiellement, le 17 janvier 1994, qu'elle arrêterait définitivement ses activités aux motifs suivants :

a) Les difficultés éprouvées à obtenir sur place du monazite en raison du déclin des activités d'extraction du minerai d'étain;

b) La concurrence des producteurs de terres rares organisés en société de capitaux dans les pays étrangers, particulièrement la Chine, qui est le plus grand producteur mondial de terres rares, si bien qu'on a estimé que l'industrie ne serait pas viable à long terme. Suite à la fermeture, l'usine de l'ARE doit être déclassée et décontaminée, la totalité du projet devant prendre fin dans les deux ans. Au plan statistique, il n'existe aucune preuve concluante indiquant que l'incidence accrue de leucémie, de mortalité néonatale et de malformations congénitales ainsi que l'élévation de la plombémie chez les enfants étaient imputables aux seules activités de l'ARE; en outre, l'Atomic Energy Licensing Board de Malaisie - l'autorité chargée de superviser les activités de l'ARE - est parvenu à la conclusion que l'ARE s'était conformée à toutes les conditions liées au permis qui lui avait été délivré, et les enquêtes menées et données recueillies ultérieurement ont confirmé ces constatations.

2. Pour ce qui est de la vente de paraquat (par. 62), tous les pesticides, y compris ce produit, sont réglementés par la loi de 1974 relative aux pesticides, qui veut que tous ces produits soient enregistrés auprès du Pesticides Board avant que ne soit autorisée leur importation ou leur

fabrication en vue de leur mise en vente dans le pays, et ce afin de veiller à ce qu'ils n'aient pas d'effets délétères inacceptables sur l'homme ou l'environnement. Le Pesticides Board n'enregistre un pesticide qu'après avoir établi avec certitude que les avantages découlant de son utilisation l'emportent sur les risques. Il peut aussi imposer des conditions supplémentaires à l'enregistrement de certains pesticides. Dans le cas du paraquat, tous les produits agréés doivent contenir un colorant et un agent malodorant afin de réduire le risque d'intoxication accidentelle. Il a par ailleurs publié au Journal officiel la réglementation de 1996 relative aux pesticides dans le but de réglementer l'utilisation de certains pesticides hautement toxiques, dont le paraquat. Il s'efforce ainsi de réduire au minimum les risques auxquels sont exposés les utilisateurs de cette substance, particulièrement les ouvriers des plantations. Entre autres dispositions, cette réglementation met les employeurs dans l'obligation de fournir à leurs ouvriers des vêtements protecteurs appropriés, des trousseaux de premiers secours et une formation aux méthodes de manipulation du paraquat. Les ouvriers, eux, sont tenus de porter les vêtements protecteurs qui leur sont fournis et d'observer les instructions relatives à la manipulation sans danger des pesticides hautement toxiques. En outre, le Ministère de l'agriculture et d'autres organismes connexes enseignent aux agriculteurs et utilisateurs de pesticides les techniques sûres et judicieuses d'application de ces substances. L'affirmation selon laquelle le paraquat constitue 80 % des ventes d'herbicides en Malaisie est une surestimation grossière, l'évaluation correcte n'étant que de 20 % actuellement.

Myanmar

[Original : anglais]  
[19 février 1997]

1. Le Gouvernement du Myanmar a déclaré que le pays n'était ni un Etat d'origine ni un Etat de destination de trafics illicites de produits et de déchets toxiques ou dangereux. Néanmoins, étant donné que les allégations rapportées semblent concerner des violations présumées des droits de l'homme liées à la construction d'une conduite de gaz naturel (par. 47), le Gouvernement du Myanmar a fourni au Rapporteur spécial des renseignements sur cette question.

2. Les gisements de gaz naturel du golfe de Mottamma sont exploités avec la participation de Total (France), Unocal et Texaco (Etats-Unis) et d'autres compagnies pétrolières étrangères. Le gaz naturel du gisement de Yadana gas sera vendu à la Thaïlande, et Total et Unocal posent actuellement un gazoduc pour rallier la frontière thaïlandaise. Le tracé choisi pour le passage de ce gazoduc est celui qui pose le moins de danger pour l'environnement; par ailleurs, il ne traverse aucun village. Les deux compagnies pétrolières étrangères qui participent au projet aident actuellement les populations qui vivent le long du tracé en leur fournissant de nouvelles possibilités économiques, d'où une élévation sensible du niveau de vie de la population locale. Avec la participation active de la population et le concours des compagnies concernées, le Gouvernement du Myanmar a entrepris de mettre à la disposition de journalistes indépendants et de responsables concernés de pays occidentaux les moyens nécessaires pour visiter dans le détail les zones en question, et ces sources n'ont corroboré aucune des allégations mentionnées

dans le rapport. On considère donc que ces affirmations sont sans fondement et entièrement fallacieuses et qu'elles émanent d'opposants du Gouvernement du Myanmar qui visent à dénigrer le Gouvernement et les forces armées.

Nouvelle-Zélande

[Original : anglais]

[10 mars 1997]

1. Exportation de rebuts d'accumulateurs de la Nouvelle-Zélande aux Philippines (par. 41). En supposant que les exportations de matières qui auraient été illégalement déplacées ou déversées ont eu lieu les six premiers mois de 1993, le Gouvernement néo-zélandais affirme qu'elles ne constituaient ni un "trafic illicite", ni un "déversement", les deux éléments clefs du mandat établi par la Commission dans sa résolution 1995/81; par ailleurs, ces transactions étant contraires à la législation nationale des Philippines, les activités des importateurs domiciliés aux Philippines relèvent de la juridiction du Gouvernement philippin et non de celui de la Nouvelle-Zélande. En outre, cette exportation était une transaction commerciale normale et non un "dumping" au sens marchand ni un "déversement" au sens où ce terme s'entend dans le contexte de la gestion des déchets, les accumulateurs n'étant pas destinés à être éliminés, mais recyclés pour servir de matière première industrielle aux Philippines. Ce commerce était donc sans danger pour l'environnement car il avait pour objet de remplacer du plomb de première fusion par du plomb recyclé.

2. Par ailleurs, notant que les renseignements fournis par le Rapporteur spécial portaient sur le détail du traitement industriel qui suivait l'importation des rebuts d'accumulateurs aux Philippines, le Gouvernement néo-zélandais considère que les retombées que pourrait avoir, notamment sous l'angle du respect des droits de l'homme, ce traitement industriel est une question distincte de celle du mouvement et de l'élimination de matières premières à des fins industrielles, et doute de la pertinence de cette question par rapport au mandat du Rapporteur spécial. En tout état de cause, il n'appartient pas au Gouvernement néo-zélandais de formuler des observations au sujet de ce traitement.

3. Enfin, aussi bien la Nouvelle-Zélande que les Philippines ont adhéré à la Convention de Bâle, qui fournit un cadre juridique régissant le commerce des déchets dangereux, dont un système de consentement préalable donné en connaissance de cause. La Nouvelle-Zélande n'était pas partie à cette Convention au moment des exportations présumées, de sorte qu'on ne saurait conclure à un commerce "illicite" en se fondant sur des obligations juridiques découlant de cet instrument. Cependant, la Nouvelle-Zélande, qui prend très au sérieux les engagements qu'elle a pris en vertu de cette convention, a adopté, avant la ratification, des mesures législatives pour veiller à ce qu'il soit satisfait à ses obligations en matière de consentement préalable donné en connaissance de cause en cas d'exportation de déchets.

### Nigéria

[Original : anglais]  
[27 février 1997]

1. En ce qui concerne l'allégation figurant au paragraphe 55, le Gouvernement nigérian a déclaré que la Shell Oil était une société multinationale Pays-Bas/Royaume-Uni et non une coentreprise Pays-Bas/Etats-Unis.

2. Le Gouvernement nigérian suit les activités de la société Shell ainsi que celles des autres compagnies pétrolières et veille à ce que leurs techniques de prospection et de forage soient conformes à la législation locale en matière d'environnement et tiennent compte des besoins écologiques de la population locale. Le chef du groupe de surveillance de la Nigerian National Petroleum Corporation - qui partage cette responsabilité avec la Federal Protection Agency - est originaire du pays Ogoni, tout comme le Ministre du pétrole. Toute indemnisation accordée par le Gouvernement fédéral ou les Etats est versée directement à une entité semi-publique, la Oil Mineral Producing Areas Development Commission (OMPADEC), composée exclusivement de populations autochtones des zones pétrolières, y compris les zones ogonis, et généralement réputée pour son efficacité dans le versement des fonds. Le pays ogoni fait partie de l'Etat des Rivières, qui comprend la plus forte concentration d'établissements d'enseignement au Nigéria. De plus, la plupart des entreprises semi-publiques et institutions détenues par le Gouvernement fédéral dans l'Etat des Rivières se trouvent en pays ogoni, et offrent toutes d'énormes possibilités d'emploi et de commerce à la population ogoni. Par ailleurs, le pays ogoni est beaucoup mieux loti que d'autres régions du Nigéria pour ce qui est du réseau routier financé par le Gouvernement fédéral. L'allégation selon laquelle cette région "est occupée par la police depuis mai 1994" est sans fondement. A cet égard, le rapport du Secrétaire général sur les travaux de la mission d'établissement des faits au Nigéria (A/50/960 du 28 mai 1996) ainsi que la réponse provisoire du Gouvernement nigérian audit rapport, qui fait l'objet d'une lettre datée du 21 mai 1996, adressée au Secrétaire général de l'ONU par le Conseiller spécial (affaires juridiques) du chef de l'Etat nigérian (A/50/960, annexe II), sont pertinents.

3. Néanmoins le Gouvernement fédéral et le peuple nigériens réaffirment leur ferme conviction que le déversement illicite de déchets toxiques est un acte délibéré visant à protéger la vie et la santé des ressortissants des pays d'origine des déchets aux dépens des populations des pays destinataires. En outre, le Gouvernement a souligné que la surveillance destinée à empêcher l'entrée ou la circulation de ces produits indésirables dans le pays est financée par des deniers publics qui auraient pu servir à pourvoir aux besoins vitaux des populations rurales.

### Philippines

[Original : anglais]  
[24 mars 1997]

1. En ce qui concerne l'importation et le recyclage de rebuts d'accumulateurs (par. 41 et 56), le Ministère philippin de l'environnement

et des ressources naturelles a commencé à réglementer l'importation de ces produits en juillet 1994. A l'heure actuelle, la société Philippine Recyclers, Inc. (PRI) est le seul importateur légal de rebuts d'accumulateurs dans le pays et les quantités dont l'importation est autorisée sont en diminution jusqu'à ce qu'une interdiction complète soit proclamée à la fin de 1997, conformément aux engagements prévus dans la Convention de Bâle. Dans l'intervalle, seuls les rebuts d'accumulateurs qui peuvent être recyclés sans danger peuvent être importés. Il existe aux Philippines une réglementation précise destinée à rejeter, parmi ces accumulateurs, ceux qui ne peuvent plus être recyclés sans danger. La conformité de la société PRI avec les normes de qualité de l'air et les critères d'élimination des effluents liquides et des déchets solides est périodiquement contrôlée. La réglementation philippine applicable au traitement des pièces des rebuts d'accumulateurs est entièrement conforme aux obligations contractées par le pays en vertu de la Convention de Bâle, ce qui a pour effet de décourager le trafic international de déchets.

2. En ce qui concerne l'allégation d'intoxication collective de 4 000 personnes dans 24 villages et le risque toxicologique auquel seraient exposés plus de 10 000 habitants de Marinduque du fait du déversement des déchets miniers de la Marcopper Mining Company survenu le 24 mars 1996 (par. 44), rien ne prouve que la population exposée ait subi une intoxication aiguë du fait de cette fuite ou que celle-ci menace directement la santé. Il ne semble pas non plus qu'il y ait contamination par des métaux à l'état de traces ou accumulation de tels métaux au-delà des limites internationalement acceptables, à un niveau susceptible de comporter des risques toxicologiques pour les biotes aquatiques ou la santé. Cependant, la rivière Boac reste impropre à la consommation domestique ou agricole du fait d'un fort envasement par les déchets de mine. Cette conclusion du Programme des Nations Unies pour l'environnement corrobore pour l'essentiel les constatations antérieures d'organismes gouvernementaux philippins, dont le Bureau de gestion de l'environnement. Le Gouvernement a noté que, sous le contrôle direct du Bureau des mines et des sciences de la terre (MGB), la fuite du tunnel avait été colmatée afin d'éviter de nouveaux déversements et que la rivière Boac avait été draguée pour l'empêcher de déborder. La Marcopper Mining Corporation et la Placer Dome, Inc., poursuivent la remise en état de la rivière Boac et du delta touché. En coordination avec le Bureau de gestion de l'environnement, le MGB réalise une évaluation de l'impact postdéversement.

#### Afrique du Sud

[Original : anglais]  
[28 février 1997]

1. Les allégations concernant la société Thor Chemicals SA (Pty.) Ltd. (par. 64) se rapportent à des modes d'économie domestique défectueux au sein de l'usine. Les accusations d'homicide formulées à l'encontre de trois employés ont toutes été retirées par le Procureur de l'Etat et la Thor Chemicals a été convaincue de violation de la loi de 1983 relative aux équipements et à la sécurité du travail (loi No 6 de 1983). La procédure judiciaire a duré de 1992 à 1995. Le Gouvernement sud-africain était au courant de l'importation de catalyseur au mercure épuisé par la Thor Chemicals et a autorisé cette activité, de sorte qu'il n'y a eu ni déversement ni trafic

illicites. Les importations ont pris fin en 1992. La plupart des matières importées sont stockées dans les locaux de la Thor Chemicals et leur traitement futur est actuellement examiné par une commission d'enquête nommée par le Président Mandela le 24 mars 1995. Cette commission a pour mandat d'enquêter sur l'historique et les antécédents de l'acquisition de catalyseurs au mercure épuisé stockés par la Thor Chemicals ainsi que sur les quantités de boues supplémentaires contenant du mercure se trouvant dans les locaux de la société; elle est chargée aussi de faire rapport sur l'utilisation ou l'élimination ultérieures de ces substances et de recommander la meilleure solution écologique au problème des catalyseurs et/ou déchets au mercure qui se trouvent actuellement sur le site de la Thor. Une fois terminé son rapport, la Commission enquêtera sur l'application de la réglementation relative à la surveillance et au contrôle du traitement du mercure et recommandera la solution optimale permettant de réduire les risques au minimum et de protéger la santé des ouvriers et l'environnement. La première phase des travaux de la Commission s'est achevée et son rapport sera présenté au Président Mandela dans un proche avenir. La Commission passera ensuite aux autres phases de ses travaux.

#### Turquie

[Original : anglais]  
[11 juin 1997]

1. L'arrêté sur la protection de la qualité de l'air, qui est entré en vigueur suite à sa parution au Bulletin officiel le 2 novembre 1996, définit les limites des émissions toxiques par les installations industrielles ainsi que les paramètres de pollution de l'air, et énumère les règles applicables à la maîtrise de la pollution atmosphérique par ces mêmes installations. Au titre de ce même arrêté, les centrales thermiques ne peuvent fonctionner sans un "permis d'émission" spécial. Ces installations rejettent, entre autres polluants, du dioxyde de soufre, du mâchefer, des oxydes d'azote et du monoxyde de carbone, qui sont responsables au premier chef de la pollution atmosphérique. Ainsi, en ce qui concerne les allégations selon lesquelles les trois centrales électriques de Yatagan, Yeniköy et Gökova (Kemerköy) polluent la région de Mugla par des émissions toxiques et des pluies acides (par. 59), il convient de mentionner que le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne sont pas toxiques et qu'ils sont classés au chapitre des polluants atmosphériques. Selon diverses analyses, l'émission de ces polluants par les centrales susmentionnées se situe dans des limites admissibles.

2. Conformément aux dispositions de l'arrêté sur la protection de la qualité de l'air, des installations de désulfuration des gaz de combustion ont été mises en place dans les centrales électriques de Yatagan, Yeniköy et Gökova (Kemerköy) afin de ramener les émissions toxiques au niveau exigé par la loi. Un contrat prévoyant la construction d'une installation de désulfuration, qui permettra de réduire radicalement les quantités de dioxyde de soufre dans les gaz de combustion de la centrale électrique de Yatagan, a été signé. Le financement de ce projet sera assuré par le Gouvernement allemand. Les travaux préparatoires à la construction d'installations de désulfuration des gaz de combustion à Yeniköy et Gökova (Kemerköy) sont en cours. Tant que ces unités n'auront pas commencé à fonctionner dans les centrales concernées, le Ministère de l'environnement estime qu'il faudrait

que les émissions de ces usines soient analysées soigneusement, que les relevés soient examinés par le Conseil local de l'environnement et que les mesures nécessaires soient prises lorsque les niveaux autorisés sont dépassés, afin de prévenir d'éventuels dommages lors de l'exploitation des centrales.

3. Les mesures nécessaires ont été prises pour réduire au minimum les émissions de mâchefer par ces trois centrales.

4. L'allégation selon laquelle ces centrales électriques rejettent 700 tonnes d'uranium par an manque de crédibilité scientifique. A la demande du tribunal civil de Yatagan, l'Agence turque de l'énergie atomique a effectué en 1990 des analyses de radioactivité dans la centrale de Yatagan et la zone environnante : les échantillons de sols, de plantes et d'air ont affiché une radioactivité située dans les limites naturelles (niveaux de fond), tandis que les échantillons de mâchefer ont présenté une radioactivité sans danger pour la santé. En 1993, l'amas de mâchefer produit par la centrale de Yatagan a été recouvert de terre agricole puis boisé. D'après les analyses susmentionnées, le mâchefer n'a qu'un effet négligeable sur la radioactivité naturelle de la zone et la radioactivité actuelle se situe à des niveaux acceptables.

5. Rien ne prouve le bien-fondé des allégations selon lesquelles l'incidence de certaines maladies soit en augmentation chez les habitants de la zone du fait d'une radioactivité élevée.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

[Original : anglais]  
[15 mai 1997]

1. Incinérateur de déchets toxiques de ReChem à Pontypool, Galles du Sud (par. 60). Il ne semble pas que les activités de ReChem à Pontypool relèvent du mandat du Rapporteur spécial puisque cette installation n'est pas située dans un pays en développement d'Afrique ou d'ailleurs.

2. British Petroleum (BP) en Colombie (par. 61). Les activités de la BP et de l'armée colombienne et de ses alliés paramilitaires ne relèvent pas du mandat du Rapporteur spécial. Les allégations d'atteintes à l'environnement manquant de précision, il n'est pas possible de les confirmer ou de les infirmer.

3. Exportation de rebuts d'accumulateurs aux Philippines et d'accumulateurs au plomb-acide en Indonésie aux fins de recyclage (par. 41 et 63). Etant donné le manque de précision des allégations, le Royaume-Uni n'a pas été en mesure de confirmer ou d'infirmer leur véracité par des documents probants.

4. Imperial Chemical Industries (ICI), Malaisie (par. 62). Les allégations concernant l'usage abusif de Gramoxone (paraquat) en Malaisie ne paraissent pas relever du mandat du Rapporteur spécial car elles ne se rapportent pas à un trafic ou à un déversement illicite de produits ou déchets toxiques ou dangereux. L'utilisation du Gramoxone en tant qu'herbicide est autorisée par le Gouvernement malaisien et la société Zeneca (qui a remplacé ICI Agrochemicals) dispense une formation poussée à ceux qui interviennent au niveau de sa distribution, de son stockage ou de son utilisation. L'usine

dont il est fait mention dans l'allégation a été vendue à la Chemical Company de Malaisie en 1994. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'est pas en mesure de formuler des observations au sujet des conditions de travail en Malaisie, celles-ci relevant de toute évidence de la compétence du Gouvernement malaisien.

5. Thor Chemicals : importation de catalyseurs au mercure épuisé aux fins de traitement, Afrique du Sud (par. 64). Le Gouvernement du Royaume-Uni a été informé par la société Thor Chemicals (UK) Ltd. qu'entre 1987 et mai 1992, 10 137 kg en poids net (soit 24 970 kg en poids brut) de résidus de composés de mercure provenant de cette société ont été exportés à la Thor Chemicals SA (Pty.) Ltd. pour y être traités. Thor Chemicals (UK) Ltd. affirme que les expéditions ont cessé après 1992. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne dispose d'aucun élément donnant à penser que Thor Chemicals (UK) Ltd. ne se soit pas conformée à la législation pertinente du Royaume-Uni concernant l'expédition de marchandises dangereuses. Il appartient aux autorités compétentes d'Afrique du Sud de déterminer dans quelle mesure les méthodes de travail de la Thor Chemicals SA (Pty.) Ltd. sont conformes à la législation en matière de santé et de sécurité et, à cet égard, le Gouvernement du Royaume-Uni renvoie à la lettre adressée le 28 février 1997 par le représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Office des Nations Unies à Genève au Rapporteur spécial, dans laquelle il est dit que "l'importation de catalyseurs au mercure épuisé en Afrique du Sud par la Thor Chemicals était connue et autorisée par le Gouvernement sud-africain et il n'y a eu ni déversement ni trafic illicites". Il semblerait que cette allégation ne relève pas du mandat du Rapporteur spécial.

Etats-Unis d'Amérique

[Original : anglais]  
[25 mars 1997]

1. La gestion et l'élimination des déchets dangereux et le mouvement transfrontière de ces substances sont réglementés par des lois très strictes aux Etats-Unis, lesquels appuient de longue date les principes qui sous-tendent la Convention de Bâle. Les Etats-Unis s'inquiètent de ce que les allégations reproduites dans le rapport du Rapporteur spécial ne relèvent pas, pour la plupart, du mandat du Rapporteur tel qu'il ressort des résolutions 1985/81 et 1996/14 de la Commission. Dans leur immense majorité, les cas mentionnés dans les allégations - qui se rapportent, notamment, à des activités qui auraient été menées en Indonésie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Myanmar, au Pérou et au Nigéria - sont totalement étrangers au trafic et au déversement illicites des déchets dangereux. En outre, ils mettent en cause des questions qui relèvent de juridictions ou d'autorités locales ou qui font intervenir des accords commerciaux conclus en vertu de réglementations locales et obéissant à ces mêmes réglementations.

2. Par ailleurs, l'allégation selon laquelle les déchets dangereux seraient placés aux Etats-Unis selon des critères socio-économiques ou raciaux (par. 65 et suiv.), question très importante au plan interne, dépasse assurément le cadre du mandat du Rapporteur spécial, d'autant que les Etats-Unis ne sont pas un pays en développement.

3. De même, l'exportation présumée de pesticides (par. 69) se situe hors du champ du mandat du Rapporteur spécial car elle concerne des biens marchands et non des déchets dangereux. La question de l'exportation de substances chimiques ou de pesticides interdits ou réglementés est tenue pour importante aux Etats-Unis et fait l'objet des négociations en cours sur une convention relative à la procédure de consentement préalable donné en connaissance de cause dans le cas du commerce de certains produits chimiques et pesticides toxiques et non dans le cadre de la Convention de Bâle, qui ne traite que des déchets.

4. Exportations de rebuts d'accumulateurs aux Philippines (par. 41). Les lois et règlements américains autorisent l'exportation en bonne et due forme de certains rebuts d'accumulateurs aux fins de recyclage. Les Etats-Unis sont favorables aux programmes de recyclage écologiquement rationnel.

5. Exportations à destination de la société indienne Bharat Zinc (par. 54). Aucune information n'a été fournie concernant les types de déchets dangereux qui auraient été exportés à la Bharat Zinc.

6. Exportations de "vieux papiers" en Argentine (par. 71). Les Etats-Unis ne limitent pas l'exportation en bonne et due forme de vieux papiers aux fins de recyclage. De fait, ils sont favorables aux programmes de recyclage écologiquement rationnel du papier qui réduisent la demande de matières premières provenant des forêts.

7. Déversement illégal de déchets au Mexique (par. 68). Les Etats-Unis coopèrent de longue date avec le Mexique sur les questions d'environnement. Le commerce légal de déchets dangereux entre les Etats-Unis et le Mexique est régi par un accord bilatéral spécifique. Toute allégation de déversement illégal de déchets est examinée par des responsables américains et mexicains de l'environnement dans le cadre de mécanismes de coopération bilatérale.

-----